

MARNE et GONDOIRE

LA STRATÉGIE INTERCOMMUNALE DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE



Le sous-préfet et la procureure étaient présents

Fruit des travaux du CISPD, la stratégie inter-communale de sécurité et de prévention de la délinquance a été signée, jeudi 7 juillet au domaine de Rentilly. Le sous-préfet, la procureure, la conseillère départementale étaient présents. 17 maires de Marne-et-Gondoire sont signataires dont 12 se sont spécialement déplacés. 22 actions sont prévues sur 3 ans pour prévenir la délinquance des jeunes, des mineurs, des réitérant ou récidivistes, apporter des réponses dans le domaine des violences faites aux femmes et intra-familiales et améliorer la tranquillité publique.

ILS ONT DIT (extraits)

Jean-Paul MICHEL
Président
de Marne-et-Gondoire

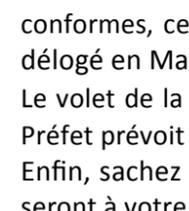


Cette signature est la concrétisation d'une action que nous menons depuis un an et demi. C'est une politique forte de Marne-et-Gondoire. Le but est que chacun, -Éducation nationale, forces de l'ordre, justice, État, collectivités- bénéficient mutuellement de ce plan d'action commun.

Gérard BRANLY
Sous-Préfet
de Torcy



S'il est un mot important, c'est le mot intercommunal car la sécurité publique relève des pouvoirs du maire. Arriver à une véritable stratégie intercommunale n'est pas une chose qui va de soi. La mettre en œuvre avec des mesures aussi fortes qu'une police intercommunale et des centres de supervision urbain intercommunaux, cela ne va pas de soi. Cela mérite d'être dit.



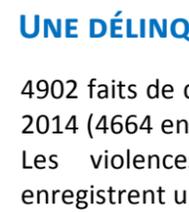
Dominique LAURENS
Procureure de la
République près le
Tribunal de Grande
Instance de Meaux

Je tiens à noter le volontarisme de la communauté d'agglomération pour essayer que cette communauté soit conforme au schéma départemental d'accueil des gens du voyage. Le secteur est entouré de communautés d'agglomération conformes, ce qui crée un appel d'air : les gens du voyage savent qu'il est plus difficile d'être délogé en Marne-et-Gondoire qu'ailleurs.



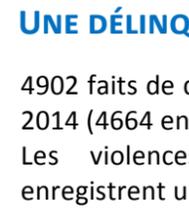
Frédéric NION
Président du CISPD
de Marne-et-Gondoire

Le volet de la radicalisation a été ajouté récemment. On parlait des signaux faibles, Monsieur le Préfet prévoit une réunion d'information sur le sujet.



Geneviève SERT
Conseillère
départementales

Enfin, sachez que les forces de police et de gendarmerie dépendant du ministère de l'Intérieur seront à votre disposition, sous l'autorité de l'État et de Madame la Procureure.



Des représentants des forces de l'ordre sont venues assister à la présentation de la stratégie.

UNE DÉLINQUANCE EN HAUSSE

4902 faits de délinquance générale constatés en 2014 (4664 en 2013, 4408 en 2012)
Les violences physiques non crapuleuses enregistrent une progression constante.
La part des mineurs mis en cause sur le territoire des 16 communes de la zone police passe de 269 en 2012 à 334 en 2014 dans la zone police (tout le territoire hormis. Leur part dans la délinquance (20,76 %) est supérieure à la moyenne nationale (17,60 %).



Frédéric NION
Président du CISPD
de Marne-et-Gondoire

Nous passons de la phase de diagnostic et d'échanges à la phase de mise en œuvre. Des actions ont déjà été amorcées comme la signature du protocole de participation citoyenne (ndlr. prévention des cambriolages et des faits de délinquance). 3 communes ont déjà adhéré. Vont suivre à moyen terme, des solutions d'hébergement pour les personnes victimes de violences intra-familiales, la police intercommunale au deuxième semestre 2017, le recensement des besoins commune par commune pour la vidéo protection et la mobilisation des collectivités et partenaires pour les travaux d'intérêt général avec le tribunal de Meaux. D'autres actions pourront être réalisées plus rapidement comme l'augmentation des permanences des associations d'aide aux victimes, la création de points d'accueil écoute jeunes, le suivi des jeunes exclus de leur établissement scolaire, la mise à disposition par Marne-et-Gondoire aux communes de radars pédagogiques mobiles.



Geneviève SERT
Conseillère
départementales

Nous avons une vraie volonté de sécuriser les entrées des 127 collèges du département. Face au problème de la radicalisation, nous avons ouvert une ligne budgétaire pour former les personnels de l'Éducation nationale et tous les agents intervenant auprès des collégiens. Nous voulons aussi continuer le travail avec les maisons départementales des solidarités, relais du département, sur la parentalité et les violences faites aux femmes.



Les Maires de Marne-et-Gondoire signant le document